SAINT-BONNET – PEYRAT – BELLAC

LGV : la place de la démocratie…

Belle surprise ce mercredi 9 novembre en la salle des fêtes de Saint-Bonnet-de-Bellac, la population était venue, en nombre, s'informer sur la Ligne à Grande Vitesse.

Depuis l'annonce surprise de la reprise en main de l'idée lancée en l'air par Mme Bernadette Chirac d'une ligne à grande vitesse entre Limoges et Poitiers, par le Conseil régional du Limousin, le Conseil général de la Haute-Vienne et Limoges métropole, que de réunions.

Les formelles, conduites par un comité officiel (qui dès le premier soir montra que le débat public n'était absolument pas son problème, consultation du site internet le prouvant, grandeur nature), puis un sondage où, après s'être renseigné «sur le terrain» personne ne fut… sondé et enfin les «discrètes», menées par les ingénieurs et communicants de Réseau Ferré de France, l'un des trois participants du PPP (partenariat public privé) avec l'actionnaire privé (toujours secret et caché), RFF donc et les payeurs publics (Conseils régional, Général, Limoges Métropole…).

Pour ceux qui ont eu la volonté d'être des démocrates et de s'informer dans toutes les largeurs avant d'avoir une opinion bien ancrée, que de surprises : insultes pour ne pas être «de l'avenir», retour du mot aigre-doux «ploucs», regard «dédaigneux» d'une forme d'intelligentsia très peu… démocrate.

On apprit même par les ingénieurs de RFF que «la majorité des Limousins était pour le projet», et une quasi «foi religieuse en une pseudo modernité», régnait partout… chez les élus(!!!).

Ainsi, il fallait absolument rejoindre Paris le plus vite possible et pour gagner entre 20 et 10 mn et en oubliant l'histoire (la ligne historique Toulouse - Brive - Limoges - La Souterraine - Argenton - Châteauroux… et Paris), sacrifier plus de 3250 ha (dernier chiffre minimum qui, par surprise augmente à chaque réunion technique, la dernière inflation étant une zone de renforcement électrique en sortie de la commune de Blond… au niveau d'ALVEOL). 3250 ha de terres agricoles, humides, de relations humaines, de tourisme vert, de qualité de vie… pour qui.

Car ce mercredi soir à Saint-Bonnet-de-Bellac, pour la première fois depuis quasiment toujours, on ne parla jamais de la propriété privée (ou si peu…).

Une réunion publique d'une rare qualité). On pourra se retrouver mercredi 16 et jeudi 17 novembre à Peyrat-de-Bellac et Bellac.

SORTIR DU SYSTÈME DU SECRET

La réunion organisée en la salle des fêtes par la CRI (Coordination des Riverains et Impactés) avait un «double tranchant», à 20 m de la RN 147, tout près du «pont des Minettes» mortifère, qui relie, aussi, Limoges à Poitiers. Loin des gros groupes structurés, on est «à la campagne». Les propriétaires sont toujours méconnus, les ventes se font à l'encan, dans la plus grande des discrétions et la tactique de RFF d'approcher chaque personne «concernée» individuellement tient à l'écart les autres… ceux qui verront leur vie changée, sans être prévenus.

C'est Stéphane Lafaye, président de la Coordination des Riverains et Impactés, accompagné de Tony Mujica (Peyrilhac), M. Tricard (Passage, Le Palais-sur-Vienne, une cité qui sera littéralement coupée en deux) et Claude Peyronnet, conseiller général «Terre de Gauche», qui animaient le débat.

Et ce débat fut d'une rare richesse, car on parlait, comme venait de le faire le Premier ministre, l'avant-veille… d'argent public et d'économies. Claude Peyronnet le dira, clairement : «Si nous étions devant l'avenir obligatoire, la relation du développement indispensable, je serais pour cette ligne à grande vitesse, sans aucun problème. Le fait est que nous sommes, déjà, reliés avec Poitiers… mais aussi avec Paris. Et que gagner 10, 15, 20 même 30 mn pour aller d'un point à l'autre à plus de 300 km… est actuellement totalement ridicule»…

Et les chiffres affluèrent : 30 M. d'euros pour les études (au fait, pour la RN 147, elles sont déjà finies, conduites par les ingénieurs de l'Equipement MM. Septaubre et Buge et des communes ont déjà gelé des terrains…), la mise à disposition d'espaces, de personnes que l'on sort de leur travail de base pour RFF. Et ces questions qui affluent : combien (rien de précis) ? Financement (pas plus clair) ? Rentabilité (alors, là, on est dans le brouillard) ? Qui (exploitera la ligne) ? Qui bouchera les trous, (mais là, on sait) ? C'est comme pour les aéroports de Limoges et Brive, c'est l'argent public, donc nous, vous…) ? Financement «bis» avec la hausse de la TIPP régionale ? Et depuis la première grand'messe, la disparition dans le groupe des financeurs-décideurs du Poitou-Charentes, du département de la Vienne, de la Creuse, de la Corrèze. Dans le cadre des rendez-vous démocratiques, on se souvient de l'insulte collective à Peyrat où 85 % de la salle partit après 5 mn de «non-débat».

AMÉNAGEMENT CONCERTATION

Dans ces fameuses «grand'messes» ont parle toujours de l'ouverture à l'Ouest (parle-t-on de l'aspiration de la Fac de Limoges par celle de Poitiers ?) du besoin impératif d'aller plus loin… et d'aménager le territoire.

Or, les près de 80 M d'euros mis sur le chantier du TER Limoges - Poitiers, à quoi vont-ils servir ? N'y a-t-il pas, caché dans quelque bureau, ce que savent tous les syndicalistes cheminots de transformer la ligne Paris - Limoges - Toulouse en voie ferrée pour les marchandises et… privée.

Cette voie LGV qui ne transportera jamais de marchandises (à Saint-Bonnet-de-Bellac, Bellac et Bussière-Poitevine sur la RN 147 et Mézières sur la D951 on sait ce que c'est… des convois de PL) ne désenclavera jamais le nord ouest du département… et appauvrira les voisins creusois.

Et dans cette réunion du 9 novembre, surprise. Une dame (tout sera vérifié et certifié) peut-être propriétaires sur Saint-Bonnet, Peyrat et Bellac informera une salle muette de stupéfaction de deux réunions absolument pas publiques, dans des salles… publiques, de RFF… avec les propriétaires impactés, ce mercredi 16 novembre à 19 h à la salle des associations (rez-de-chaussée de la salle des fêtes) à Peyrat-de-Bellac et le lendemain, jeudi 17 novembre, à 18 h, salle Jean-Blanzat.

Ainsi donc (à Peyrilhac, M. le Maire avait rendu la réunion publique par voie de presse et d'affichage local), ne seront concernés par l'évolution par une césure de 110 km profonde de la Haute-Vienne et de la Vienne… que les propriétaires.

Les marcheurs, poètes (si, ils ont le droit de vivre), animaux sauvages, paysans étant au large, cyclistes promeneurs, eux, n'ont pas droit à la parole. Nicolas Sarkozy a rêvé de vivre «dans un pays de propriétaires». Les autres, circulez, il n'y a rien à voir.

Or, la démocratie, c'est la parole de tous, tout le temps. Surtout lorsque l'on parle de l'utilisation de l'argent public.

ANDRÉ CLAVÉ